
DE LA RUSSIE TSARISTE À LA RUSSIE RÉPUBLICAINE, EN PASSANT PAR L'URSS

Gabriel WACKERMANN

Le présent chapitre se penche sur les traits caractéristiques majeurs qui ont marqué l'héritage historique de la Russie actuelle. Il concerne l'évolution d'une Russie à l'autre, par l'URSS interposée (Lewin, 1995), d'une révolution à l'autre, celle qui a conduit à la Russie d'aujourd'hui ayant été pacifique, contrairement à celle d'« Octobre 1917 », fort sanglante. Il évoque aussi le passage de la Russie d'une crise à l'autre, aucune d'entre elles n'ayant résolu les vrais problèmes

En somme, les tribulations de la Russie ont maintenu cet immense pays dans un état de sujétion politique qui ne lui permet toujours pas de bénéficier ni d'une ambiance de démocratie tant soit peu acceptable ni de conditions de vie permettant à l'essentiel de la population de bénéficier d'un niveau existentiel relativement satisfaisant, l'un expliquant l'autre. Il y a eu, cependant, évolution dans un sens quelque peu positif : le passage de l'Ancien régime tsariste au communisme-collectivisme (Lacoste, 1995 a) a ouvert la voie à une participation collective au partage plus égalitaire, au moins partiel, des fruits de la production, à des droits à l'éducation, à la santé, au logement, au temps de repos et de détente... Le seul fait qu'au moment du nouveau passage d'un Ancien régime, soviétique, cette fois-ci, à un système qui se prétendait libéral et démocratique, bon nombre de Russes ont perdu au change, en matière de garantie d'un minimum vital tant soit peu viable, de droits à la sécurité, au logement, à la santé et à la formation, est explicatif du désenchantement qui s'est ensuivi (Sapir, 2003 ; Sokoloff, 1993) ; une turbulence qui est loin d'être achevée et qui a rétabli, autrement et en plus ample, les fractures sociales et disparités d'avant 1917 (Aganbeguian, 1989 ; Historiens & Géographes, 1995).

1. De la russie tsariste au regime soviétique

A. Héritages et ruptures

En 1917, la Russie tsariste était déjà la 5^e ou la 6^e puissance industrielle du globe. Un contraste béant avec l'agriculture qui en était encore au stade du servage. Néanmoins, cette puissance a été battue par le Japon au tournant du siècle, ce qui a accéléré la révolution de 1905. Elle a aussi exporté essentiellement des produits agricoles en Europe de l'Ouest, du blé surtout.

Puissance territoriale imposante, disposant d'une aire d'un seul tenant, empire colonial inclus, de l'ordre de 22 400 000 km², cette Russie va donner le ton à toute l'évolution ultérieure, jusqu'à nos jours (Conte, 1990 ; Rey, 1994 ; Riasanovsky, 1987). Elle sera constamment présente, dans les esprits, les comportements, les projections mentales et géopolitiques, les références historiques, les repères identitaires, à travers les fortes secousses inhérentes d'abord à la Révolution d'octobre, puis à la chute du régime soviétique, que d'aucuns présentaient présomptueusement comme définitif dans l'évolution du genre humain, oubliant qu'aucune idéologie n'est éternelle et, surtout, ne saurait restée figée au nom de principes soi-disant sacro-saints Référence de base d'une partie déterminante du monde slave (Deshaies, 2005) et orthodoxe, espace-carrefour transcontinental euro-asiatique, cette imposante portion du globe, à vieilles civilisations transformées au fil des siècles et des millénaires en civilisation russe et, par là-même, à vocation universaliste, cette *terre impériale modelée par la Russie tsariste s'est identifiée avec force à ses populations qui n'ont cessé, jusqu'à nos jours, d'y trouver leurs repères* (Bobde, 1993 ; Ferro, 1993).

Pendant l'essentiel du temps de cheminement de l'humanité, droit du sang et droit du sol étaient étroitement liés. Tant que les populations d'origine étaient maîtresses de leur territoire, le droit de sang conférait le droit du sol et inversement. Dès lors que des conquêtes eurent raison de territoires appartenant initialement à d'autres peuples, les conquérants s'attribuèrent le droit du sol (Grousset, 1965), imposant un nouveau droit du sang, le leur, mettant parfois en esclavage les autochtones, à moins de les éradiquer ou de les déporter. Lors de la création d'États et/ou de nations, ce sont les dominateurs du moment qui imposèrent leurs choix. La formation, dans une durée plusieurs fois séculaire, de la Russie, a été le fruit de multiples influences et soumissions, qui a conduit à l'émergence d'un « monde » bigarré, aux identités territoriales multiples, locales et régionales, voire nationales (Caratini, 1990), n'excluant pas le fort sentiment d'appartenance à la nation russe soudée par une riche, quoique douloureuse histoire, et la fierté de l'être, peu importe les régimes, tsariste, soviétique, plus ou moins démocratique depuis 1989.

En dépit d'un destin souvent tragique, d'un servage séculaire pesant, propre à l'autocratie des souverains, puis d'une subordination impitoyable à un régime qui, de surcroît, n'avait de marxiste que le nom, mais qui réussissait tant bien que mal à préserver, au moins pour la forme, la fierté d'une nation à civilisation éprouvée, le « peuple russe » a vécu son histoire dans une réelle continuité mentale et comportementale. À tel point qu'à chacun des deux tremblements politiques majeurs du XX^e siècle, sans retour possible aux Anciens régimes respectifs, le passage d'un régime et d'un système à l'autre a été rendu moins pénible dès lors qu'une lueur d'espoir permettait de s'accrocher à l'idée que l'honneur national à base impériale de la Russie demeurerait préservé.

Il n'était pas et il n'est toujours pas évident qu'un espace aussi immense, composé de territoires aux forces fréquemment centrifuges, malgré un patriotisme forgé au cours d'une longue histoire commune, ne soit pas déstabilisé à la faveur d'ambitions personnelles de chefs bien en place ou d'opportunités particulièrement présentes aux marges de l'État. Tout signe grave de faiblesse donna l'occasion aux forces centrifuges de se libérer. *Équivoque russe, mais constante propre aux ensembles impériaux, la centralisation abusive était le seul moyen de tenir ensemble le vaste complexe territorial et sociétal* (Wackermann, 2006). À l'époque soviétique, des ressortissants des colonies — Staline le Géorgien en fut le plus illustre — accédèrent à des positions-clés. Les tentations séparatistes se répétèrent néanmoins, tant au moment de la Grande guerre et de ses séquelles, que durant la Seconde Guerre mondiale et la pression des fascistes, ainsi qu'à l'époque de l'effondrement de l'URSS.

Lors de la prise du pouvoir par Lénine, l'ouest de l'empire tsariste était occupé par les Allemands ; les multiples résistances aux Bolcheviks déclenchèrent la guerre civile ; le démembrement de l'empire fut évité par l'Armée rouge : dès 1921, le grenier à grain — l'Ukraine — et le charbon de celle-ci, ainsi que le pétrole et le manganèse de la Transcaucasie étaient sauvegardés. En pleine Seconde Guerre mondiale, les armées fascistes ont vainement tenté de susciter des mouvements opposés à Moscou. Conscience impériale face à l'ennemi et sanglantes représailles ou menaces d'extermination de la part de Lénine, puis de Staline, ont favorisé le maintien d'une certaine cohésion.

Le cas des cosaques est significatif, à travers les siècles, de la conscience d'appartenir à la Russie « éternelle ». Apparus, aux XIV^e et XV^e siècles, dans les steppes du sud de la Russie et de l'Ukraine, issus de paysans serfs ayant fui leur esclavage, ils se sont installés sur le Don et le Dniepr, la Volga et le Terek dans l'Oural. Aventuriers à la fois épris de liberté et ardents défenseurs du tsar, ils ont été persécutés par les bolcheviks en tant que contre-révolutionnaires. Ils étaient 4 millions à la fin du régime tsariste ; officiellement, les statistiques ne comptent plus que 600 000. Depuis 1991, ils ont en partie repris les armes pour défendre la cause russe aux côtés des séparatistes prorusses en Transdnestrrie, en Abkhazie et en Ossétie du Sud ; en Tchétchénie, ils combattent les indépendantistes. Bon nombre d'entre eux regrettent ne pas avoir pris le pouvoir sur leur propre territoire lors de la chute de l'URSS. L'élite de la génération montante de ceux qui sont restés tente d'acquérir la compétence indispensable à la prise en mains des destinées de la région, dans le cadre de la Fédération de Russie.

Lorsque Mikhaïl Gorbatchev, président de l'URSS, a dû quitter le pouvoir face à l'action tenace de Boris Eltsine pour s'en emparer, le 25 décembre 1991 (cf. encadré ci-dessous), après s'être vu imposer, le 8 décembre précédent, la Communauté des États indépendants (CEI), le sort de l'empire était à nouveau mis en jeu pour un moment. C'est qu'Eltsine (La Documentation française, 1996 a), s'est appuyé d'abord sur la Russie, puis sur le Parlement de la Fédération de Russie, le 29 mai 1990, pour obtenir l'indépendance de celle-ci et s'imposer progressivement comme le véritable successeur de Gorbatchev, permettant aussi à la Russie de prendre le relais de l'URSS dans sa reconnaissance, par les grandes puissances — qui ont horreur du vide et pratiquent la « Realpolitik » — comme nouvel interlocuteur mondial de feu le régime soviétique.

Eltsine s'était d'ailleurs empressé, dès juillet 1991, d'encourager le démantèlement, la décolonisation en somme, de l'URSS, en appuyant la revendication indépendantiste de la Lituanie, qui s'affrontait alors aux troupes soviétiques envoyées par Gorbatchev. Dès le 29 juillet, Vilnius avait obtenu le droit de quitter l'Union soviétique, suivie par les deux autres États baltes. Aussitôt après l'échec de la tentative de putsch contre Gorbatchev, le 19 août 1991, Eltsine avait encouragé les Républiques non russes de l'URSS à se proclamer États souverains. Le fait d'avoir occupé au Kremlin, lieu emblématique du pouvoir impérial, le bureau de Gorbatchev avant que celui-ci ne le lui transmette officiellement, a été *la démarche significative d'Eltsine soucieux de marquer au mieux, symboliquement et concrètement, la fin de la conquête du pouvoir suprême.*

La CEI n'était plus alors qu'une association d'anciennes républiques soviétiques devenues souveraines, reconnaissant toutefois la plus importante et la plus illustre d'entre elles, la Fédération de Russie, comme le véritable successeur de l'empire officiellement décolonisé. En dépit des frustrations et rancoeurs, exprimées notamment par les nationalistes et communistes impérialistes, la face était sauvée pour l'essentiel. Demeurent néanmoins les nostalgiques de l'Ancien régime soviétique, avec leurs certitudes, alimentées par leurs déboires inhérents à une transition souvent inconséquente, leur culte des victimes du fascisme envahisseur, du marxisme trahi par les siens. En Géorgie, il est difficile de détacher d'« anciens » commu-

nistes du culte voué encore à Staline, pendant que dans la capitale, Tbilissi, le musée de l'Occupation soviétique de la Géorgie rappelle les méfaits du tyran et de ses successeurs, de 1921 à 1991, de quoi irriter encore de temps à autre les nouveaux occupants du Kremlin : 80 000 tués par balles, 400 000 déportés, perte de 10 % de la population. C'est que cette ancienne colonie de la Russie, comme d'autres anciennes républiques soviétiques, n'oublie pas son annexion à la Russie en 1801, la proclamation de son indépendance en 1918, l'invasion de l'Armée rouge en 1921 et sa réannexion. Même ici, le peu de place occupé par Staline, l'« enfant du pays », montre combien les uns n'entendent pas charger trop celui qui fut la fierté de cette république du Caucase, et combien d'autres sont honteux, n'osant toutefois pas braver l'opinion des premiers. Ainsi va la Russie actuelle, complexe, dissonante, mais elle avance. Ce mélange du passé et du présent, aux nombreuses contradictions et contrastes est à prendre en compte, tant pour mieux saisir les réalités intérieures que pour être pleinement en phase avec la géopolitique présente.

L'auteur de « L'archipel du Goulag », Soljenitsyne, depuis son exil aux États-Unis, n'était pas demeuré insensible aux accents pro-russes et pro-slaves (Nivat, 1988 ; Siniavski, 1988). Il avait apprécié les festivités officielles de 1988 célébrant le millénaire de la christianisation de la Russie et remettant à l'honneur la pratique de la religion orthodoxe dans la vie courante et politique. Il exhortait les Russes, qu'il considérait en état de danger, de se ressaisir, de prendre mieux conscience de leur identité propre, de mettre l'occasion à profit pour se débarrasser de l'empire. Il convenait d'éviter coûte que coûte, selon lui, l'invasion de la Russie par des millions de non-Russes en provenance des marges, surtout asiatiques. Il préconisait un nouveau tracé des frontières du Kazakhstan, défavorables à la Russie... Il en appelait à la création d'une « Union russe », ne fédérant strictement que les Slaves, les Ukrainiens et les Biélorusses.

De leur côté, les néo-eurasistes, les slavophiles et les nationaux-patriotes, favorables à une modernisation de la Russie conforme à l'identité nationale, ont emboîté le pas, espérant atténuer aussi, par ce moyen, les conflits ethniques plus ou moins latents ou ouverts.

B. Le volet soviétique

C'est dans cette ambiance impériale que s'est inscrite l'expérience communiste-collectiviste, dans le cadre du régime soviétique, cette longue et grande page de l'histoire russe, tournée après soixante-neuf années (George, 1962 ; Derruau, 1961). Un laps de temps imposant eu égard aux bouleversements géopolitiques que l'URSS a induits sur le globe, aux immenses espérances suscitées et aux fortes déceptions occasionnées. Une époque qui a vu apparaître de nouvelles façons de penser et de pratiquer l'économie ainsi que le social, dont les répercussions demeurent tenaces dans les mentalités des peuples, des hommes et femmes frustrés du monde entier. *Un système qui a relativisé le capitalisme et qui a été relativisé à son tour par celui-ci.* Une expérience qui a révélé, malgré la relative brièveté de sa durée, que l'exercice du pouvoir pouvait conduire facilement aux dérives les plus inhumaines, à l'instar de celle, multiséculaire, du capitalisme. Un « intermède » de quelques dizaines d'années, pendant lequel les puissants moyens de coercition mis en œuvre ne sont guère parvenus à éradiquer l'âme et la culture profonde de sociétés qu'un passé multimillénaire a étroitement articulé à leurs territoires. Une période qui s'inscrit, par des traces indélébiles, dans la continuité de l'histoire, dans la mutation permanente des êtres, des sociétés et de leur environnement.

Espérances et désillusions

La rupture brutale et révolutionnaire, sanglante et sans merci, opérée par le communisme collectiviste, est allée d'un tsarisme absolutiste déjà pesant pour les masses laborieuses, de surcroît sacralisé, la religion orthodoxe aidant, à un régime non capitaliste et athée, intolérant

et dictatorial, mais aussitôt resacralisé au nom de la raison d'État. L'idéologie a recueilli une certaine adhésion populaire en annonçant l'instauration d'une « République mondiale des travailleurs », en proclamant que le communisme collectiviste allait supprimer le chômage et introduire une ère de bien-être. Encore au milieu des années 1950, le nouveau maître du Kremlin, Nikita Khrouchtchev, pensait pouvoir rassurer ses compatriotes en leur promettant, après la déstalinisation, que « le communisme au pain beurré » allait faire l'affaire.

Marx et Engels, qui ont expliqué que leur système procédait directement de la philosophie de Hegel, en ont renversé les termes : partant du principe hégélien, selon lequel la matière est conçue comme dynamique, créant sans cesse son contraire pour le résorber, en fin de compte, de manière violente sous forme de synthèse, Marx simplifie fortement la pensée de Hegel, en présentant la matière comme engendrant la vie, les besoins animaux, puis humains, considérés comme les forces économiques, des forces qui se concrétisent en formes sociales. Celles-ci, en vertu de la loi du devenir dynamique, s'opposent en classes antagonistes. La pensée humaine ne sera que l'expression de la classe concernée, des intérêts et des besoins matériels de celle-ci. Il n'y a donc plus de pensée qui soit vraie pour tous les hommes. Seule la classe prolétarienne incarnerait le dynamisme des forces de production ; elle trouve dans le marxisme « sa » doctrine de vérité. Comme ses opposants sont traités en forces matérielles ennemies, inutile de viser à les éclairer. De là il n'y a qu'un pas vers l'aventure finale : supprimer physiquement l'ennemi du prolétariat. Et voici ouverte la voie aux nourritures intellectuelles des totalitarismes à base marxiste. *La subtilité hégélienne, en identifiant la pensée et son objet, en faisant de l'univers une dépendance de la pensée, a permis au raccourci effectué par Marx de donner lieu à des dérives totalitaires.*

L'extrême centralisation du régime soviétique est allée, dès le départ, jusqu'à l'opposition de communistes dirigeants, conscients des menaces qui pesaient sur les libertés. Telle la « crise géorgienne » de 1922, qui conduisit le comité central du parti communiste de Géorgie à la démission en guise de protestation contre les agissements politiques de Staline. En dépit de la proclamation d'une volonté décentralisatrice, la russification s'accéléra dans toute l'Union, la « fusion » proclamée des nations devint un leitmotiv. *L'imposition officielle et généralisée de la langue russe devint un moyen géopolitique de domination de l'ensemble de l'Union, ainsi que des démocraties populaires structurées en satellites politiques, économiques et militaires. La planification, imposée dans une optique russe, accentua le malaise.* Une évolution qui conduisit, à la veille de la désintégration de l'Union, vers des nationalismes exacerbés, mais muselés par la dictature. En 1985, la perestroïka commença à leur donner libre cours (Aganbeguian, 1987).

Autre signe de malaise parmi tant d'autres : le mouvement de dissidence féminin en faveur de la démocratie et des droits de l'être humain, né durant la seconde moitié des années 1960 en Union soviétique, en vue de protester contre les persécutions politiques. Ce mouvement est resté actif jusqu'à la « perestroïka » introduite par Michaël Gorbatchov à la fin des années 1980. Il a lutté en faveur de l'introduction de la « glasnost », la transparence, base indispensable d'une démocratie réelle. Dans le sillage de témoins masculins prestigieux, tels le prix Nobel de la paix, André Sacharov, le prix Nobel de littérature, Alexandre Soljenitzyne, l'écrivain Lev Kopelev, de nombreuses femmes se sont comportées en héroïnes sans atteindre la gloire de leurs homologues masculins. Certaines d'entre elles furent connues du grand public grâce à leur mari, telles Elena Bonner, l'épouse d'André Sacharov, celle de Kopelev, Raisa Orlova. La thèse réalisée et soutenue à l'Université de Bâle par Anke Stephan, en 2004, a permis à ce mouvement de sortir de l'ombre. L'auteur a notamment analysé les difficiles conditions de l'émancipation du système soviétique et la concrétisation des engagements, dans le cadre du mouvement, face aux enjeux dictatoriaux. Il fait ressortir aussi le jeu ambigu

du système à l'égard des femmes soviétiques, auxquelles l'émancipation a été accordée officiellement, mais que les autorités ont refusée brutalement dès lors que les femmes ont protesté contre les abus. La thèse révèle par ailleurs que la plupart des femmes dissidentes étaient issues de familles loyales à l'égard du régime, dont les parents ont généralement assumé des fonctions dirigeantes dans le parti, l'État ou l'économie. Les fractures apparurent dès lors que les parents avaient disparu dans les camps de concentration, par suite de persécutions raciales, notamment antisémites, ou de discriminations notoires diverses. *Le mouvement dissident féminin n'était pas un corps étranger à la société soviétique, mais une vraie composante de celle-ci* (Stephan, 2004).

Ce qui a pu être considéré comme l'apogée de la puissance soviétique, au cours de la décennie 1970, fut une apogée de la *puissance militaire, levier de commande de la dictature intérieure et de la menace internationale*. Face à l'OTAN, il importait de réagir par le Pacte de Varsovie. Une puissance à laquelle furent octroyés en priorité et unilatéralement les crédits, tant aux activités militaires directes qu'à celles qui s'avéraient indispensables comme complémentaires : industries à finalités militaires, moyens scientifiques de tout ordre, programmes de planification... À tel point que l'évolution économique générale, puis sociale, devait en pâtir. Cette politique de super-armement réduisit de manière croissante l'aptitude à une vraie dynamique de croissance, empêchant de participer efficacement à la course mondiale aux technologies civiles, à la diversification industrielle, à l'abandon progressif de l'industrie lourde dans le cadre d'une tertiairisation multiplicatrice de compétences et de richesses. Rien ne servait alors d'avoir voulu opposer à la Communauté économique européenne, pleine de dynamisme, le COMECON, faible reflet de la communauté soviétique, de laquelle l'économie émergente hongroise a tenté de se dégager autant que possible.

La chute du système a résulté en grande partie de cette profonde carence, qui a entraîné une importante régression de la compétitivité internationale et qui s'est répercutée sur la faiblesse du niveau de vie général autant que sur les conditions de vie. La destruction de la nature au nom du productivisme et dans un parfait mépris de l'être humain fut systématique (Romarov, 1981). L'appauvrissement des régions, notamment de celles non russes, apparaissait toujours davantage (Bey, 1950 ; Radvanyi & Rey, 1989). Tout cela au moment même où le régime ne pouvait plus verrouiller le pays pour empêcher la toute-puissance des médias capitalistes de vanter les avantages de l'évolution à l'occidentale, surtout face aux générations montantes (Berton-Hogge, 1992 ; Boukovsky, 1990).

Les contradictions du système préconisé furent multiples : indépendamment du fait que la société socialiste idéale n'a toujours pas été réalisée vers la fin du XX^e siècle, au moment de la chute du système soviétique, Marx avait envisagé la victoire du prolétariat dans les sociétés principalement agricoles. Les deux exceptions européennes sont inhérentes à l'occupation soviétique consécutive à la défaite nazie et au partage de l'Europe entre les deux Grands, issu des Accords de Yalta. C'est le cas de l'Allemagne de l'Est, qui ne fut toutefois transformée en République démocratique allemande qu'en 1949, en riposte à la création de la République fédérale d'Allemagne. C'est le cas aussi de la Tchécoslovaquie, qui ne devint démocratie populaire qu'après le « Coup de Prague », en 1949. Conscient des dérives soviétiques, l'économiste Ota Sik a amorcé, dès la fin des années 1950, l'expérience des réformes de la « troisième voie ». En URSS même, la chape de plomb demeura quasi-intacte, surtout après ses mauvaises expériences avec ses démocraties populaires (Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne).

Pourtant, l'URSS a conservé des liens avec la communauté internationale chaque fois que son intérêt était en jeu et que son image de grande puissance pouvait correspondre à une tradition impériale profitable. Ce fut notamment le cas dans le domaine de la mutation des

transports et de la communication. Si les Accords de Yalta ont déstructuré le tissu européen, les nouveaux impératifs technologiques mondiaux ont imposé des pratiques qui ont commencé à être en usage lors de la Seconde Guerre mondiale et dont l'URSS a bénéficié sensiblement dès l'entrée en guerre des USA : la montée des télécommunications avancées, les nouveaux rapports entre l'espace et le temps, les transports standardisés et conteneurisés, les modes d'acheminement combinés.

De timides approches internationales furent consenties à l'époque du Rideau de fer : réflexions et échanges techniques, dès les années 1970, entre les administrations spécialisées dans les transports et la télécommunication, puis, au courant des années 1980, entre les instituts universitaires dont les recherches étaient consacrées au même centre d'intérêt ; affirmation sur l'échiquier de la « Route des 10 000 kilomètres », notion projetée dans les années 1960 par l'UNESCO et destinée à s'orienter depuis Gdansk-Gdynia, par le Bosphore, jusqu'en Irak-Iran, dont la réalisation de quelques tronçons a été facilitée par la nature satellitaire des relations de l'URSS avec les démocraties populaires ; jonction maritime pour les convois conteneurisés entre le port soviétique de Klaïpeda, situé en Lituanie (anciennement Memel), et le port est-allemand de Mukran, une jonction qui a permis aussi de pénaliser la Pologne, allié turbulent, donc peu fiable, auquel échappait ainsi une partie importante du commerce international, tant maritime que terrestre ; la construction, par la République fédérale d'Allemagne, de la jonction fluviale du Danube et du Rhin a soulevé à l'Est, notamment auprès des États riverains de la mer Noire, des appétits de dumping à l'égard de l'Europe occidentale ; de plus, dès les années 1970, des camionneurs roumains ont assuré régulièrement le transit, depuis la façade Pacifique jusqu'en Europe occidentale, pour concurrencer, certes timidement, le fret maritime par des prix imbattables (Wackermann, 1992).

Au regard des échanges, la Nouvelle Europe centrale s'est précisée avant la chute des deux blocs idéologiques (Wackermann, 1997). La Yougoslavie a constitué une brèche évidente par son rôle de pays de passage en direction des Balkans et de l'Asie mineure. La pression occidentale sur la mobilité des marchandises et des personnes a toujours davantage tranché avec un Est bloqué : au grand dam des dirigeants eux-mêmes, un wagon sur quatre aurait dû être réformé en République démocratique allemande, tandis qu'en Pologne et en Russie ce fut le cas, très souvent, d'un wagon sur trois. En 1990, le réseau téléphonique de l'ensemble des pays de l'Est n'a encore compté que 1,8 million d'abonnés, contre 50 dans l'Ouest-Européen ; les besoins de l'Est étaient estimés à 9 millions de lignes au minimum. En 1988, aucune firme soviétique ne figurait encore sur la liste des 100 premières entreprises mondiales au regard des deux indicateurs de compétitivité d'alors, le chiffre d'affaires et le nombre de salariés (Wackermann, 1991, p. 188-190).

Du verrouillage à l'étroite ouverture jalousement contrôlée

Soucieuse, voire très jalouse de la préservation de l'orthodoxie idéologique sur un vaste territoire peuplé vers 1989 par 245 millions d'habitants, *l'URSS et ses satellites ont veillé au strict contrôle de la mobilité des personnes et des biens, tant en territoire soviétisé qu'en matière de fréquentation internationale*. Au point de vue intérieur, l'attachement forcé des travailleurs à leur site de production, essentiellement agricole ou industriel, a limité considérablement la mobilité. Les infrastructures et moyens de transport, réduits au strict nécessaire, ont contribué au statisme. La suspicion politique, accompagnée par une surveillance et un contrôle tatillons, a fait le reste.

Le tourisme, national et international, est susceptible de servir d'excellent indicateur du repli opéré par le régime, mais aussi des difficultés à maintenir le carcan face à la pression lente et pourtant croissante des événements, internes et externes. Ainsi, seule puissance communiste jusqu'en 1945, l'Union soviétique n'a accueilli avant la Seconde Guerre mondiale

que quelques milliers d'étrangers par an, dont les étapes n'ont guère dépassé l'aire moscovite, Leningrad, Kiev ou le pourtour de la mer Noire.

Lorsqu'au lendemain du second conflit mondial l'URSS s'était dotée de républiques soeurs appelées démocraties populaires, il n'était plus possible de « filtrer » de la même façon les entrées et sorties du pays selon qu'il s'agissait d'États capitalistes ou d'États collectivistes. De plus, la période des vacances devenait propice pour faire mieux connaître encore les dimensions du message dit marxiste au cours des déplacements organisés par le Parti ou les organismes socio-culturels gravitant autour de celui-ci. Après 1960, l'URSS a fini par encourager systématiquement les déplacements de groupes en direction et en provenance des pays frères. Petit à petit, elle constitua un important réservoir de flux pour les démocraties populaires, parfois en mal de remplissage des hôtels édifiés, après 1970, dans les régions touristiques.

Le tourisme international, surtout en provenance de pays capitalistes devenus « précieux » à cause des « valuta » (devises), compte tenu de ses impératifs de contrôle, de surveillance, d'organisation en général, fut confié à Intourist, créé en 1929, dont l'expansion a vraiment commencé en 1956. Cette année-là, une vingtaine de villes pouvaient accueillir des touristes étrangers. Dès la fin des années 1960, Intourist accepta la présence, en Union soviétique, de tour opérateurs désireux de collaborer avec elle. La firme allemande Neckermann avait alors un bureau à Dombai, la station du Caucase qui, au pied de l'Elbrouz, avait la mission impossible de devenir, selon la planification, l'équivalent soviétique de Chamonix.

À la fin de la courte ère Andropov, Intourist a subi une mutation qui reflétait l'important chemin parcouru : devenu Comité de l'État pour le tourisme étranger auprès du Conseil des ministres de l'URSS, il n'était plus placé sous la tutelle des ministères de la Culture et de l'Éducation ; son nouveau directeur, diplomate, avait rang d'ambassadeur. Le changement intervenu correspondait à la reconnaissance officielle du tourisme international, quoique les quatre cinquièmes des touristes aient encore pratiqué du tourisme intérieur, surtout le thermalisme. En 1972, la part des visiteurs étrangers de la Russie comportait, sur un total de 2 316 974 personnes, encore 62,20 % de ressortissants des pays collectivistes. En 1980, l'URSS a disposé de 4 000 sources minérales exploitées, de 700 stations thermales, de 450 « régions climatiques » et de 7 000 km de littoraux favorables à la détente. Elle a accueilli plus de 5 millions de personnes dans ses établissements de cure, 5 331 000 dans les divers centres de vacances, plus de 3 millions de personnes dans des centres de loisirs et 22 503 000 d'hôtes dans ses 963 hôtels touristiques.

En 1985, Intourist a accueilli plus de 5 millions de touristes étrangers, dont la plupart ont continué à venir des autres pays collectivistes. Principalement urbain, tant pour des raisons d'équipement et d'hygiène que pour les nécessités de surveillance et de sécurité, ce tourisme visait surtout Moscou et Leningrad, propulsés au rang de principaux pôles d'attraction : la plus forte concentration d'hébergements était atteinte à Moscou, à l'Hôtel Rossia, aux abords de la Place Rouge, avec 2 000 lits ; Leningrad a capté 800 000 étrangers pour un séjour moyen de 3 à 4 jours, dont 180 000 campeurs, surtout originaires des pays scandinaves, 360 000 visiteurs occidentaux et 260 000 touristes collectivistes qui ont été logés dans les hôtels de la ville.

En haute saison, les surcharges hôtelières étaient à ce moment-là déjà nombreuses au bord de la mer Noire : Sochi ne disposait que de 40 000 lits, la location chez l'habitant était courante ; le Grand Sochi a accueilli 200 000 étrangers, le Grand Yalta environ 100 000, alors qu'à Yalta même il n'existait encore que 3 900 lits d'hôtel, dont 2 400 pour les étrangers (Wackermann, 1988, p. 249 et suiv.).

Dans le sillage de cette semi-ouverture et des influences médiatiques internationales, le récit médiéval, fait par le Vénitien Marco Polo, de son périple qui l'a conduit sur la route de la